

**PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES****COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS****40^e session****CICG, Genève, Suisse, 17-22 juillet 2017****PRÉSENTATION DU STDF POUR LA 40^{ÈME} SESSION DE LA
COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS¹****1. APERÇU GÉNÉRAL**

1.1. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) est un partenariat mondial qui aide les pays en développement à appliquer les normes, les directives et les recommandations internationales en matière sanitaire et phytosanitaire (SPS) et à renforcer leurs capacités à obtenir et maintenir un accès aux marchés. Plus spécifiquement, le STDF sensibilise à l'importance du renforcement des capacités SPS et renforce la collaboration entre les fournisseurs d'assistance dans le domaine SPS. Il apporte également un soutien et un financement en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de projets qui favorisent le respect des normes et des prescriptions SPS internationales.

1.2. Le STDF a été établi par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'OMC héberge et gère le Secrétariat et le fonds d'affectation spéciale du STDF. D'autres organisations menant des activités de coopération technique dans le domaine SPS, des donateurs et des experts de certains pays en développement participent activement aux travaux du Fonds. Les Secrétariats de la Commission du Codex Alimentarius et de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) participent aussi activement au STDF.

1.3. Le présent document contient des renseignements actualisés sur les activités et les projets menés par le STDF depuis la 39^{ème} session de la Commission du Codex Alimentarius en 2016. L'annexe I donne un aperçu de l'état actuel des projets du STDF et des dons pour l'élaboration de projets (DEP) dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, projets qui, pour beaucoup d'entre eux, bénéficient de la participation et des orientations techniques de la FAO et de l'OMS. Les délégués qui souhaiteraient obtenir des renseignements supplémentaires au sujet du STDF et de ses projets, et télécharger ses notes d'information et ses publications, sont invités à consulter le site Web du STDF. Les délégués peuvent aussi s'abonner à la liste de diffusion électronique du STDF (www.standardsfacility.org/).

2. PARTICIPATION AU CCAFRICA ET AU CCFICS

2.1. Le Secrétariat du STDF a participé à la réunion du Comité FAO/OMS de coordination régional pour l'Afrique (CCAFRICA) à Nairobi du 16 au 19 janvier 2017.² Lors d'une activité parallèle largement suivie, le Secrétariat a rappelé les possibilités de financement et communiqué des renseignements sur les projets pertinents du STDF en Afrique. Il a aussi fait part d'expériences et de recommandations liées à d'autres travaux du Fonds, par exemple sur la facilitation des échanges, les partenariats public-privé et la collaboration avec le secteur privé, autant de sujets abordés tout au long de la réunion du CCAFRICA.

2.2. L'OMC a informé le Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS) des activités STDF lors d'une réunion tenue à Mexico entre le 1^{er} et le 5 mai 2017. À cette occasion, le film du STDF intitulé "Solutions pour la sécurité du commerce" a été projeté.³ Ce film présente les moyens engagés par le Chili, le Pérou et la Colombie pour faciliter la circulation

¹ Ce document a été préparé par le STDF et sous sa responsabilité.

² Voir: "<http://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/meetings-reports/detail/en/?meeting=CCAFRICA&session=22>".

³ Voir: "<http://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/meetings-reports/detail/en/?meeting=CCFICS&session=23>".

des marchandises aux frontières, tout en empêchant la dissémination de ravageurs ou de maladies chez les animaux et les végétaux, et pour garantir l'innocuité des produits alimentaires pour les consommateurs. Il peut être visionné sur le site Web du STDF à l'adresse suivante: www.standardsfacility.org/video-gallery. Le STDF continue de suivre de près les travaux du Codex concernant les certificats électroniques et les approches réglementaires par rapport aux dispositifs d'assurance par des tiers.

3. PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

3.1. En 2012, le STDF a fait paraître une publication qui s'intéresse à la manière dont les partenariats public-privé (PPP) renforcent les capacités SPS et aux enseignements qui peuvent être tirés de cette approche collaborative.⁴ Plusieurs types de partenariats visant l'amélioration des capacités en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé animale et de préservation des végétaux ont vu le jour ces dernières années: des représentants du secteur public, du secteur privé et d'autres parties ont ainsi décidé de mettre en commun leurs ressources, leurs données et leurs compétences techniques pour poursuivre un même but. Certains de ces partenariats réunissent des acteurs — au niveau international, régional, national et/ou infranational — pour remédier à certaines contraintes en matière de capacités et/ou tirer parti des possibilités du marché, parfois dans le cadre d'initiatives de plus grande ampleur visant à développer la chaîne d'approvisionnement agricole ou à faciliter les échanges. D'autres approches consistent en des partenariats dans lesquels des organismes publics délèguent au secteur privé la fourniture de services dont ils sont ordinairement chargés (par exemple essais en laboratoire, inspection, certification, formation). Les travaux en cours du STDF dans ce domaine sont susceptibles d'intéresser les délégués du Codex.

3.2. En février 2017, le STDF a publié une note d'information, qui montre comment certains projets du STDF permettent au secteur privé de participer à la mise en œuvre des mesures SPS et de tirer parti des possibilités commerciales.⁵

4. COMMERCE SANS PAPIER DES PRODUITS ALIMENTAIRES

4.1. En juin 2016, le STDF a tenu un séminaire sur la certification électronique dans le domaine SPS, qui a réuni plus de 150 participants issus de Membres de l'OMC, d'organisations internationales et d'entreprises multinationales.⁶ Les participants ont partagé les connaissances les plus récentes et les bonnes pratiques concernant les systèmes automatisés utilisés à travers le monde et leurs effets sur la facilitation des échanges, du fait de la réduction des délais et des coûts, ainsi que sur l'amélioration de la protection de la santé des personnes et des animaux et de la préservation des végétaux. La certification électronique SPS peut contribuer à accélérer la circulation des produits alimentaires et agricoles, et à réduire les coûts de transaction. Elle peut y parvenir en améliorant la conformité aux réglementations et aux politiques, en limitant les erreurs et les cas de fraude, en facilitant la gestion des risques et en renforçant la confiance que s'accordent les partenaires. Des procédures, des institutions et une législation doivent être en place pour faciliter le passage d'un système de certification sur support papier à un système de certification électronique.

4.2. Le sixième Examen global de l'Aide pour le commerce, qui aura lieu à l'OMC à Genève du 11 au 13 juillet 2017 (c'est-à-dire la semaine précédant la 40^{ème} session de la Commission du Codex Alimentarius), aura pour thème "Promouvoir le commerce, l'inclusion et la connectivité pour un développement durable". Une activité du STDF sur le passage d'un système SPS sur support papier à un système électronique sera organisée dans le cadre de cet examen. Des renseignements plus détaillés concernant cette activité seront communiqués prochainement.

5. ÉTABLISSEMENT DE PRIORITÉS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENTS DANS LE DOMAINE SPS POUR L'ACCÈS AUX MARCHÉS

5.1. En 2016, le STDF a publié le guide de l'utilisateur intitulé "Établissement de priorités dans les investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés (P-IMA): un cadre pour éclairer et améliorer les processus de prise de décisions dans le domaine SPS". Le cadre P-IMA complète et renforce les outils d'évaluation des capacités SPS mis au point par les organismes internationaux. Une séance d'information sur le cadre P-IMA organisée pour les délégués chargés des questions SPS en marge de la réunion du Comité SPS, en mars 2016, a suscité un vif intérêt.

5.2. Jusqu'à présent, ce cadre a été utilisé pour établir des priorités parmi les options d'investissement dans le domaine SPS dans dix pays en développement qui diffèrent considérablement par l'ampleur et la diversité

⁴ Voir: <http://www.standardsfacility.org/public-private-partnerships>.

⁵ Voir: <http://www.standardsfacility.org/stdf-briefings>.

⁶ Voir: <http://www.standardsfacility.org/SPS-eCert>.

de leurs exportations de produits alimentaires et agricoles, et par leurs besoins en matière de renforcement des capacités SPS. Les expériences ont mis en lumière plusieurs effets positifs, par exemple faciliter le dialogue public-privé sur les questions SPS, mieux sensibiliser les responsables politiques aux avantages du renforcement des capacités SPS, éclairer et améliorer les processus nationaux de planification et de prise de décisions dans le domaine SPS, soutenir l'élaboration de projets et mobiliser des ressources financières supplémentaires. En mars 2017, le Groupe de travail du STDF a accepté une demande de Madagascar qui souhaitait utiliser le cadre P-IMA pour classer par priorité ses besoins d'investissement dans le domaine SPS dans les principales chaînes de valeur ayant un potentiel d'exportation. Des organismes commerciaux régionaux comme le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) ont aussi manifesté un vif intérêt pour le cadre P-IMA.

5.3. Le guide de l'utilisateur du cadre P-IMA et une courte note d'information peuvent être téléchargés sur le site Web du STDF.⁷ Les délégués des pays en développement qui souhaiteraient obtenir des renseignements supplémentaires sur la manière d'utiliser le cadre P-IMA et d'en tirer parti sont invités à contacter le Secrétariat du STDF.

6. ANALYSE CIR/STDF CONJOINTE SUR LES QUESTIONS SPS DANS LES EDIC

6.1. Le STDF et le Cadre intégré renforcé (CIR)⁸ ont récemment réalisé une étude conjointe qui analyse la manière dont les questions SPS sont traitées dans les études diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC)⁹ du CIR et définit les bonnes pratiques pour les futures études et leur mise en œuvre. Cet examen a abouti à plusieurs recommandations pratiques et stratégiques pour améliorer l'analyse des questions SPS dans le processus EDIC, renforcer la capacité à mettre en œuvre des actions SPS et encourager les synergies entre les processus relevant du CIR et du STDF. Il est notamment recommandé de mieux utiliser les outils pertinents d'évaluation des capacités dans le domaine SPS, et d'examiner les moyens de faire participer activement les organismes et ministères chargés des questions SPS au niveau national, ainsi que les organisations internationales (comme la FAO, l'OIE et l'OMS) au processus de l'EDIC.

6.2. L'étude en question, ainsi qu'une brève note d'information du CIR/STDF présentant la portée de ces travaux conjoints, ainsi que les conclusions et les recommandations qui en sont issues, sont disponibles sur les sites Web du CIR et du STDF.¹⁰

7. BIBLIOTHÈQUE VIRTUELLE ET GALERIE DE VIDÉOS

7.1. La bibliothèque virtuelle du STDF¹¹ est un référentiel d'information consultable en ligne, assurant un accès rapide et facile à un éventail de ressources documentaires en ligne centrées sur la coopération technique et le renforcement des capacités dans le domaine SPS. Les pays sont encouragés à transmettre au Secrétariat (STDFSecretariat@wto.org), pour inclusion dans la bibliothèque, les documents pertinents, y compris: documents de projets et rapports finals, supports de formation, évaluations/examens de projets, évaluations des besoins en capacités SPS, analyses coûts-avantages, études de cas, travaux de recherche pertinents et autres articles sur le renforcement des capacités SPS. La bibliothèque vient compléter d'autres systèmes d'information et bases de données mis au point et actualisés par des partenaires du STDF, des donateurs et d'autres organisations, dont elle indique les liens.

7.2. La galerie de vidéos du STDF contient des courts métrages qui expliquent l'importance des normes dans les chaînes de valeur et leur incidence sur le commerce, comme le film intitulé "Solutions pour la sécurité du commerce" (voir plus haut le paragraphe 2.2). En 2016, le STDF a achevé la production d'un autre court métrage intitulé "Cacao: la filière gourmande". Ce film montre qu'aujourd'hui, la chaîne de valeur du cacao est une interconnexion complexe de processus, de lieux et de personnes, qui exige des pays participant aux différentes étapes de cette chaîne de valeur de se conformer aux prescriptions SPS pour avoir accès aux marchés internationaux.

⁷ Voir: <http://www.standardsfacility.org/es/prioridades-P-IMA>.

⁸ Le CIR est un programme de renforcement des capacités destiné aux pays les moins avancés (PMA). Pour de plus amples renseignements, voir: <http://www.enhancedif.org/en/about/how-does-it-work>.

⁹ L'EDIC est la pierre angulaire des activités du CIR dans les PMA s'agissant de l'intégration et de l'incorporation du commerce dans les plans nationaux de développement. L'EDIC est à la base de toutes les interventions ultérieures et établit les priorités en vue d'accroître les exportations des PMA.

¹⁰ Voir: <http://www.standardsfacility.org/sps-in-dtis>.

¹¹ Voir: <http://www.standardsfacility.org/library>.

8. ÉLABORATION DE PROJETS

8.1. Le STDF fournit des conseils et un soutien aux bénéficiaires pour l'élaboration de projets dans le domaine SPS et octroie des dons pour l'élaboration de projets (DEP). Des DEP, limités normalement à 50 000 dollars EU, sont disponibles pour aider les requérants à formuler leurs besoins SPS et à élaborer des propositions de projet techniquement solides et durables. Ces dons peuvent être demandés aux fins suivantes: i) application d'outils d'évaluation des capacités SPS et d'établissement de priorités en la matière; ii) réalisation d'études de faisabilité précédant l'élaboration du projet, afin d'évaluer les effets potentiels et la viabilité économique des propositions (coûts et avantages escomptés); et iii) élaboration de propositions de projet susceptibles d'être financées par d'autres donateurs ou par le STDF. Depuis sa création, le STDF a approuvé et financé **86 DEP** au total.

9. FINANCEMENT DE PROJETS

9.1. Des dons pour la réalisation de projets sont aussi disponibles auprès du STDF. Sont considérés favorablement les projets consacrés: i) à l'identification, l'élaboration et la diffusion de bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS, y compris les projets qui conçoivent et appliquent des approches novatrices et reproductibles; ii) au recours à des approches régionales pour remédier à des contraintes SPS; et/ou iii) à la mise en œuvre d'approches collaboratives englobant la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé animale et la préservation des végétaux ainsi que le commerce.

9.2. Les bénéficiaires doivent contribuer au projet avec leurs propres moyens, soit par une mise de fonds, soit par des contributions en nature telles que la mise à disposition de personnel, de locaux, de véhicules ou d'autres avoirs existants.

9.3. Depuis sa création, le STDF a approuvé le financement de **80 projets** au total. Les figures 1 et 2 ci-après montrent que 37% des projets du STDF et de DEP retenus depuis le début portent sur des questions de sécurité sanitaire des produits alimentaires, ce qui correspond à 39% des ressources totales consacrées par le STDF au financement de projets et aux DEP. De plus, les questions de sécurité sanitaire des produits alimentaires font aussi l'objet des projets transversaux, qui représentent 24% des projets du STDF et des DEP, et 20% des ressources totales consacrées par le STDF au financement des projets et des DEP.

Figure 1

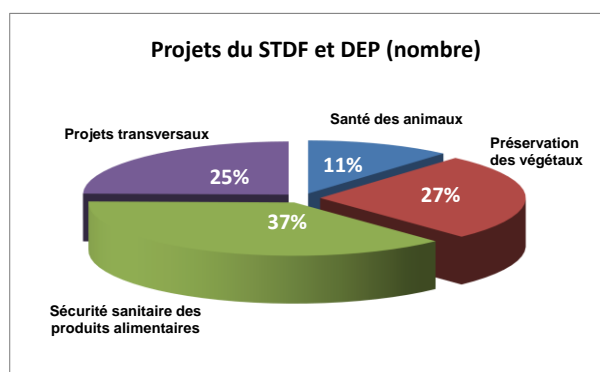
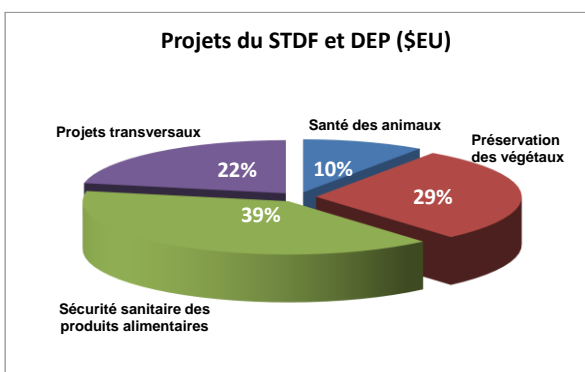


Figure 2



9.4. Les services vétérinaires nationaux sont encouragés à présenter des demandes de DEP et de financement de projets. Les propositions peuvent être présentées à tout moment de l'année, mais doivent être reçues au moins 60 jours ouvrables avant chaque réunion du Groupe de travail pour pouvoir être examinées à cette réunion. La prochaine date limite pour la présentation des demandes est le **4 août 2017**.

Étapes qu'il est recommandé de suivre pour demander le financement de projets par le STDF ou de DEP:

1. Consultez nos pages consacrées aux DEP <http://www.standardsfacility.org/fr/projectpreparationgrants> et aux projets <http://www.standardsfacility.org/fr/projectgrants> pour voir des exemples antérieurs.
2. Lisez attentivement notre note d'orientation pour la présentation de demandes: http://standardsfacility.org/sites/default/files/STDFGuidanceNote_French_FINAL_2015.pdf.
3. Consultez les parties prenantes pertinentes de votre pays/région.

4. Envoyez-nous une brève description du projet envisagé (STDFSecretariat@wto.org) pour obtenir des renseignements en retour sur son admissibilité et ses chances de financement.
5. Remplissez un formulaire de demande ("<http://www.standardsfacility.org/fr/formulaires-de-demande>") qui devra être envoyé par voie électronique avant la date limite.

9.5. L'annexe I donne un aperçu des projets et des DEP actuels du STDF qui ont trait à la sécurité sanitaire des produits alimentaires et aux questions commerciales. Des renseignements complémentaires sur ces projets, sur le STDF et ses autres activités, les formulaires de demande et les critères d'admissibilité peuvent être obtenus sur le site Web du STDF.

Annexe I: Aperçu des projets et des DEP actuels du STDF liés à la sécurité sanitaire des produits alimentaires

Titre du projet	Page Web
Stratégie visant à renforcer le système SPS aux Comores (STDF/PG/242)	http://www.standardsfacility.org/fr/PG-242
Étude régionale de l'alimentation totale pour l'Afrique subsaharienne (STDF/PG/303)	http://www.standardsfacility.org/fr/PG-303
Programme Feed&Food Seguro en Amérique latine et dans les Caraïbes (STDF/PG/345)	http://www.standardsfacility.org/fr/PG-345
Éliminer les obstacles, faciliter les échanges entre les États membres du COMESA (STDF/PG/346)	http://www.standardsfacility.org/fr/PG-346
Projet pour la production de données sur les résidus de pesticides en Afrique (STDF/PG/359)	http://www.standardsfacility.org/fr/PG-359
Faciliter l'accès aux marchés des produits agricoles au Tadjikistan (STDF/PG/447)	Page Web en construction
Amélioration de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et de la conformité avec les mesures SPS afin d'accroître les recettes d'exportation de la chaîne de valeur des graines oléagineuses au Myanmar (STDF/PG/486)	http://www.standardsfacility.org/fr/PG-486
Assistance technique dans le domaine SPS et les chaînes de valeur, pour améliorer l'accès aux marchés des petites entreprises de pêche et des pêcheurs artisanaux en Afrique de l'Ouest (STDF/PG/489)	http://www.standardsfacility.org/PG-489
Traçabilité dans la filière du miel au Guatemala (STDF/PG/515)	http://www.standardsfacility.org/fr/PG-515
Renforcement de la capacité du Laboratoire national de santé publique pour fournir des services favorisant l'accès au marché pour les exportateurs de poisson des Îles Salomon (STDF/PG/521)	http://www.standardsfacility.org/fr/PG-521

Titre du DEP	Page Web
Élaboration d'un projet pour la mise en place d'une stratégie nationale dans le domaine SPS au Togo (STDF/PPG/375)	http://www.standardsfacility.org/fr/PPG-375
Gestion de l'aflatoxine dans le piment au Pakistan (STDF/PPG/431)	http://www.standardsfacility.org/fr/PPG-431
Renforcement du respect des prescriptions SPS dans la production de sésame au Soudan en vue d'améliorer l'accès aux marchés internationaux (STDF/PPG/435)	http://www.standardsfacility.org/fr/PPG-435
Mise en place d'un Centre d'excellence sanitaire et phytosanitaire pour les pays et territoires insulaires du Pacifique (STDF/PPG/461)	Page Web en construction
Renforcement des capacités et partage de connaissances pour résoudre les problèmes SPS dans le secteur des épices en Inde (STDF/PPG/517)	http://www.standardsfacility.org/fr/PPG-517

Titre du DEP	Page Web
Répercussions de l'assistance technique axée sur l'exportation dans le domaine SPS sur la situation nationale en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires (STDF/PPG/535)	Page Web en construction
Élaboration d'un projet de système de classification en matière de biosécurité et d'enregistrement des laboratoires SPS au <u>Guatemala</u> (STDF/PPG/539)	Page Web en construction
Formation de producteurs de café et de cacao modèles en <u>Papouasie-Nouvelle-Guinée</u> en vue de l'adoption des bonnes pratiques agricoles et du respect des prescriptions SPS, afin de stimuler le commerce (STDF/PPG/553)	http://www.standardsfacility.org/fr/PPG-553
Amélioration des pratiques après les récoltes pour réduire la contamination du maïs par l'aflatoxine au <u>Burkina Faso</u> (STDF/PPG/566)	Page Web en construction
Élaboration d'une proposition de projet pour promouvoir le respect des prescriptions SPS internationales en <u>République kirghize</u> (STDF/PPG/569)	http://www.standardsfacility.org/fr/PPG-569
Établissement de priorités en matière d'investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés et les chaînes de valeur à <u>Madagascar</u> (STDF/PPG/575)	Page Web en construction
Étude de faisabilité pour la création de valeur ajoutée dans le secteur des fruits et légumes à <u>Sri Lanka</u> (STDF/PPG/576)	Page Web en construction
Atténuation de la contamination au cadmium et décontamination des fèves de cacao en <u>Amérique latine et dans les Caraïbes</u> (STDF/PPG/577)	Page Web en construction
Amélioration de la sécurité sanitaire et de la qualité du poivre de Penja au <u>Cameroun</u> (STDF/PPG/593)	Page Web en construction